

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Il y a tout juste un mois s'est clôturé le très médiatique sommet de Copenhague dont l'aboutissement est fort discutable. Pendant que certains expriment leurs inquiétudes quant à l'avenir des négociations, allant jusqu'à parler d' « accord inachevé », d'autres semblent se désintéresser totalement de la question. Les PED eux, se mobilisent pour convaincre un maximum de pays à signer l'accord et songent d'ores et déjà aux prochaines négociations, qui auront lieu à Bonn en juin et à Mexico en décembre.

Face à cet échec, l'Europe songe à mettre en place des dispositifs visant à faire pression sur ceux pour qui un objectif contraignant est impensable.

Un accord à minima, juridiquement non contraignant

L'après Copenhague : un grand vide ?

Alors que jusqu'à fin décembre, Copenhague était au centre des intérêts, le thème climatique semble avoir depuis quelques semaines complètement disparu des débats. Les médias qui consacraient des pages et des dossiers à ce sujet semblent l'avoir également oublié. Le contre-coup de l'échec du sommet ? Peut-être...et cela est bien décevant. La superbe mobilisation citoyenne de la fin l'année semble elle aussi s'être évaporée avec 2009, et 2010 démarre sans un mot sur l'après Copenhague.

Il y en a pourtant des choses à dire, des idées à proposer, un monde à sensibiliser ! Mais où sont-ils tous ceux qui criaient au loup et à l'importance d'un accord climatique ? Le sommet de Copenhague était-il l'étape ultime à ne pas louper, sous peine d'abandonner la lutte contre le changement climatique ? Il ne semble pas que cela eut été le but affiché ...

Alors parlons-en, continuons à nous questionner, à chercher de l'information, à suivre les mesures mises en place dans les différents pays du monde, et n'attendons pas décembre prochain pour se replonger dans le sujet ! Car si l'accord de Copenhague est moindre, il laisse par la même occasion une large marge de manœuvre et peut être appliqué de mille et une manières. Va-t-on assister à une course aux mesures contre le changement climatique ? Cela pourrait être un beau rebondissement de l'après Copenhague, et l'Europe pourrait bien être en tête, à condition que les pays membres se mettent d'accord...

Cet article est un appel aux commentaires, aux réactions de l'après Copenhague, alors n'hésitez pas à laisser quelques mots, à partager votre opinion, à transmettre des informations sur l'actualité...

Résumé du Sommet de Copenhague:

<http://www.youtube.com/watch?v=nSMO9U7PY3Y>

Selon l'astrophysicien Hubert Reeves, Copenhague reste un succès partiel:

<http://videos.nouvelobs.com/video/iLyROoafIHR9.html>

Copenhague; et ensuite?

<http://www.bfmtv.com/video-infos-actualite/detail/l-apres-copenhague-3492584/>

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

« Copenhague, chronique d'un accord inachevé »

Tel est le titre du documentaire proposé par Jean-Philippe Amar qui a suivi pendant neuf mois Laurence Tubiana, négociatrice mandatée par le Ministère des affaires étrangères, depuis les sessions de Bonn et Bangkok, jusqu'à la clôture du sommet Copenhague. Diffusé lundi 11 janvier sur Canal +, « Copenhague, Chronique d'un accord inachevé » met en lumière les discussions et les tractations qui ont débouché sur l'accord décevant de Copenhague.

Déjà monté au trois-quart avant l'ouverture du COP15, le documentaire de Jean-Philippe Amar a été à peine retouché une fois le résultat de Copenhague confirmé, « pour souligner les points qui allaient mener à l'échec », explique Elena Sender, co-auteure. Chargée d'aider le Maltais Michael Zammit Cutajar, ancien rédacteur du protocole de Kyoto, à élaborer un texte ambitieux mais acceptable par tous, Laurence Tubiana nuance un peu plus ses propos quant au résultat de Copenhague : on ne peut parler d'échec selon elle, puisqu'il existe à présent un outil pour continuer dans la voie de la lutte contre le changement climatique. Et même s'il est loin des attentes de l'opinion publique, cet accord a obligé les pays à se projeter d'ici 40 à 50 ans, fait plutôt inhabituel dans les négociations internationales. Sur cette note optimiste, Laurence Tubiana reconnaît tout de même que l'accord de Copenhague est loin du niveau du protocole de Kyoto, et qu'il faudrait tendre vers un après Kyoto intégrant au minimum les plus gros émetteurs.

Mais il faut d'abord comprendre les éléments en jeu expliquant le résultat actuel, afin de préparer au mieux l'après Copenhague, et c'est ce qu'offre « Copenhague, chronique d'un accord inachevé ». Apparaît alors rapidement ce qui était la principale difficulté : l'articulation d'une part de la volonté de progresser dans la lutte contre le changement climatique, et d'autre part des intérêts nationaux propres à chaque pays. On comprend qu'avant même le début du sommet des rapports de force étaient en route. Dès Bangkok en effet, les Américains prennent le dessus, volant la vedette aux Européens, pourtant les seuls à proposer des objectifs chiffrés et à réclamer des fonds pour les pays les plus démunis. Se succèdent alors tout au long des négociations intrigues, retournements de situation, pressions, discussions parallèles et nuits blanches, pour qu'au final ce soit « les gros qui mangent ».

Autre élément important que souligne Laurence Tubiana : la présence citoyenne. « Si on avait pas eu cette pression de l'opinion publique, et si cette pression manque maintenant, alors oui les gouvernements ne vont pas faire l'effort pour lutter, pour changer de modèle de production » a-t-elle déclaré lors de son interview au Grand Journal, avant la diffusion du documentaire sur Canal +.

Domage d'ailleurs qu'il ait été diffusé en crypté, on aurait bien aimé le voir...

Interview de Laurence Tubiana, avant la diffusion du documentaire: <http://player.canalplus.fr/#/307542>

Rediffusions du documentaire « Copenhague, chronique d'un accord inachevé » (en crypté):

-dimanche 17 à 3h40 sur canal+ décalé -lundi 25 à 3h40 sur canal+

Pour plus d'informations <http://www.rue89.com/tele89/2010/01/11/copenhague-un-docu-tient-la-chronique-dun-echec-annonce-133239>

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

La mobilisation des PED face à l'échec du Sommet

Suite des négociations de Copenhague entre pays émergents à New Delhi

Les ministres de l'environnement du Brésil, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Chine devraient se réunir à New-Delhi fin janvier afin de coordonner leur position pour le 31 janvier 2010, date à laquelle les Etats en faveur de l'Accord de Copenhague devront soumettre leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et leurs plans d'actions pour lutter contre le changement climatique.

Ces pays, désormais appelés « the Basic », souhaitent renforcer leur alliance en vue des prochaines négociations, qui auront lieu à Bonn au printemps prochain. Ils sont supposés se mettre d'accord sur leurs plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le ministre de l'environnement indien, J. Ramesh, a confié au journal « Economic Times of India » que serait également discutée la façon de convaincre d'autres pays de signer l'Accord de Copenhague. Ainsi, la Chine devrait user de son influence pour inciter des Etats tels que le Venezuela, la Bolivie, Cuba, le Soudan, à signer cet accord, bien que tous ces pays se soient fermement opposés à un accord lors des dernières heures des négociations de Copenhague.

Cependant, ceux qui pensaient que ces pays émergents adopteraient un ton plus conciliant, après avoir été largement critiqués de nuire à un accord ambitieux lors du sommet de Copenhague, seront probablement déçus. En effet, l'ambassadeur du changement climatique chinois, Yu Oingtai, a affirmé au journal « Sydney Morning Herald » que la Chine ne se laisserait pas intimider par les pays riches concernant l'adoption d'objectifs plus ambitieux de réduction de ses émissions.

Pour plus d'informations: <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/jan/12/copenhagen-climate-change>

L'Union Européenne, un acteur impliqué

L'Angleterre continue à oeuvrer en faveur d'un traité légalement contraignant

Au cours d'une conférence à Londres, tenue le 21 décembre par le Département de l'Energie et du Changement Climatique, le premier ministre anglais, Gordon Brown, n'a pas caché sa déception sur le fait que le sommet mondial de Copenhague n'était pas parvenu à un traité sur le Climat. Il a promis de mener une campagne internationale pour que les accords établis lors de ce sommet prennent la forme d'un traité légalement contraignant.

S'il a remercié les ministres de son gouvernement, les groupes de pression et les militants, pour leurs efforts au cours de la Conférence des Parties, Gordon Brown leur demande de poursuivre en ce sens et donc de continuer à se mobiliser pour la cause climatique.

Immédiatement après la fin du sommet de Copenhague, Gordon Brown a qualifié celui-ci de première étape essentielle. La deuxième phase primordiale selon lui constitue donc l'adoption d'un traité légalement contraignant.

Pour plus d'informations: <http://www.actoncopenhagen.decc.gov.uk/en/ambition/achievements/december/21-dec-uk-climate-change-treaty>

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Connie Hedegaard: de Copenhague à la commission européenne

« Je souhaiterais que l'UE soit la région la plus favorable au climat du monde » a répondu Connie Hedegaard aux membres de la Commission lors de son audition de trois heures ce vendredi 15 janvier. Ministre danoise du climat et de l'énergie depuis 2007, et ministre pour le sommet des Nations Unies sur le changement climatique (COP15), elle devrait en effet prendre le nouveau portefeuille de la Commission européenne dédié à l'action en faveur du climat. Si sa candidature bien-sûr est approuvée ! Mais personne au Danemark ne doute qu'elle puisse échouer...

Beaucoup lui reprochent pourtant à elle aussi l'issue décevante de la conférence de Copenhague, et c'est une des questions auxquelles elle a du répondre lors de son audition. Connie Hedegaard a donc souligné, bien qu'elle même mécontente de l'absence d'un accord contraignant, que le COP15 avait fourni des engagements de financement et un accord limitant la hausse des températures. Elle a par ailleurs répondu aux critiques de certains membres de la Commission qu'il était « un peu difficile de blâmer ceux qui ont le plus travaillé pour parvenir à un redressement du climat mondial, à la place de ceux qui en fin de compte ont choisi de ne rien offrir ».

Enfin, l'Union Européenne se doit selon elle de conserver son rôle de précurseur dans le domaine de la politique climatique, et de relancer les discussions pour l'après Kyoto.

Quant à ses ambitions en tant que Commissaire européenne pour le climat, Connie Hedegaard s'est fixée trois grandes priorités :

- Mettre en place les instruments relatifs au climat prévus dans le paquet Climat-énergie,
- Renforcer la compétitivité et créer des emplois par l'innovation et les technologies à faibles émissions de carbone,
- Suivre et mettre en oeuvre les mesures conclues par l'accord de Copenhague.

Accord de Copenhague : sous évaluation du coût de la conservation des forêts du sud

Evoquée depuis le protocole de Kyoto, la question de la préservation des forêts n'a pu recevoir des solutions pratiques satisfaisantes. Réaffirmée dans l'accord de Copenhague, cette question demeure problématique. A ce propos, M. Alain Korsenty, économiste spécialisé sur les ressources forestières au Cirad, apporte un éclairage notamment sur la sous estimation du coût de la lutte contre la déforestation. Après une mise en exergue des failles du mécanisme de protection des forêts, tels que l'échec face aux politiques d'exportation du bois, ou encore la difficile détermination du scénario de référence pour mesurer l'ampleur d'une dégradation forestière, M. Alain Korsenty met l'accent sur l'insuffisance des engagements financiers en la matière. Plusieurs rapports ont tenté de donner un prix à la déforestation: rapport Stern 2005, Eliasch 2008 et Mc Kinsey 2009, mais leur dénominateur commun reste la faiblesse des montants par rapport aux enjeux en cause. Ainsi, tandis que M. Korsenty estime le coût de la déforestation à 50 milliards de dollars par an, seulement 3,5 milliards ont été retenus à Copenhague.

Pour plus d'informations: http://rechauffement-climatique.novethic.fr/environnement-le-changement-climatique/changement_climatique/les_avis_des_experts/le_cout_lutte_contre_deforestation_est_terriblement_evaluee/122749.jsp

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Reste plus qu'à attendre la décision des membres de la commission, et si elle est positive, Connie Hedegaard serait la première commissaire aux changements climatiques de l'Union Européenne.

Pour plus d'informations: http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/008-67223-013-01-03-901-20100113IPR67222-13-01-2010-2010-false/default_fr.htm

Séville : réunion informelle des Ministres de l'Energie et de l'Environnement

Du vendredi 15 au dimanche 17 janvier, les Ministres de l'Energie et de l'Environnement de l'Union Européenne se retrouvent à Séville pour discuter des suites à donner à la Conférence de Copenhague.

Cette réunion, la première depuis le COP15, se déroule de manière informelle et sans bruit dans les médias. Il y a cependant beaucoup à faire et à mettre en oeuvre avant la fin du mois de janvier 2010, date butoir pour la formalisation de l'accord trouvé. En effet, les nations participantes à la Conférence de Copenhague se sont quittées sur la base d'un accord de principe sur les actions à mettre en oeuvre pour lutter contre le réchauffement climatique. Si certains pays comme les Etats-Unis se félicitent du résultat obtenu, l'Europe apparaît comme la grande perdante dans le jeu des négociations. L'Europe, acteur majeur et moteur des négociations, s'est notamment fait voler la vedette par le Président Obama et n'a pu obtenir l'accord juridiquement contraignant qu'elle et les autres pays en développement attendaient.

Aujourd'hui il apparaît donc important que l'Union Européenne se relève de cet échec et continue son action dans la mise en place finale de l'accord retenu. C'est pourquoi, pendant quatre jours, les Ministres européens de l'Energie et de l'Environnement vont tenter de trouver une solution afin que l'accord puisse devenir juridiquement contraignant d'ici la fin 2010. De prochaines étapes de négociations sont en effet prévues au cours de l'année, et notamment pour mai-juin à Bonn. D'ici là, l'Union Européenne devrait revoir sa stratégie diplomatique en prenant notamment plus en compte les Etats moins investis dans le changement climatique. S'agissant du contenu de l'accord, il y a deux paramètres qui n'ont pas été fixés et qui pourtant constituent des indicateurs nécessaires à la programmation des actions contre le changement climatique : le pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre et les moyens financiers à mettre en oeuvre. L'Union Européenne s'étant déjà engagée au travers du Paquet Energie Climat de 2008, dans une réduction de 20% d'ici 2020, pourrait relancer l'idée d'une réduction de 30%. Quant aux moyens financiers, les Ministres doivent réfléchir à un plan de financement des actions climatiques, à court et à long terme.

Enfin les discussions à l'ordre du jour de cette réunion informelle doivent porter sur le plan d'action sur l'énergie en Europe pour 2010-2014, le plan SET (Strategic Energy Technology) et la fourniture durable et sécurisée de l'énergie.

La visite de la centrale de production d'électricité d'Abengoa (Abengoa Solar) à partir de panneaux photovoltaïques est également au programme.

On espère que le résultat des discussions sera rendu public très prochainement.

Pour plus d'informations: <http://euractiv.com/fr/changement-climatique/commission-veut-suite-rapide-copenhague/article-188920?Ref=RSS>

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

L'idée d'une taxe carbone aux frontières de l'UE refait surface après Copenhague

Après un accord décevant à Copenhague, l'idée d'une taxe sur les importations depuis la Chine et les autres nations ayant des législations environnementales moins rigoureuses que celles de l'UE gagne du terrain.

« Si certains pays parmi les plus grands émetteurs au monde continuent de faire obstacle à l'adoption d'objectifs contraignants de réduction des émissions, l'Union européenne doit envisager, comme le permet le rapport de l'OMC du 26 juin, une taxe carbone sur les produits importés de ces pays qui font une concurrence déloyale à nos entreprises », a déclaré Paul Magnette, le ministre belge du Climat, dans les colonnes du journal *Le Soir* peu après la fin du Sommet de Copenhague.

Le but d'une telle mesure, soutenue par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, serait de faire pression sur les pays refusant les objectifs contraignants (comme la Chine) en vue des négociations de 2010 (à Bonn et à Mexico) et de rassurer les industriels européens.

Ces mesures d'ajustement aux frontières, n'ont cependant obtenu qu'un faible soutien des autres dirigeants européens: « Ce n'est pas la bonne voie », a affirmé le ministre allemand de l'Environnement Norbert Röttgen. « Nous devons éviter de brandir les armes, car elles ne nous aideront pas », a déclaré de son côté Andreas Carlgren, le ministre suédois de l'Environnement. « La plupart des ministres partagent le point de vue exprimé par la Suède. « Cette mesure doit être l'ultime option », a encore averti Teresa Ribera, la secrétaire d'Etat espagnole à l'Environnement.

La Commission européenne estime qu'il est trop tôt pour commencer à parler des mesures d'ajustement aux frontières dans les négociations, qui risqueraient de compromettre tout accord. Elle soutient que la priorité sera d'atteindre un accord mondial juridiquement contraignant à Mexico fin 2010.

Selon Simon Tilford, économiste en chef au Centre for European Reform (CER), les droits de douane aux frontières créeraient plus de problèmes qu'ils n'en résoudraient, et de telles mesures seraient extrêmement difficiles à mettre en place. Il encourage dès lors l'UE à trouver des moyens alternatifs et considère qu'il convient de travailler sur le risque de « fuite de carbone », c'est-à-dire la délocalisation des industries européennes les plus polluantes vers des pays tiers, qui ont des conséquences néfastes en terme de compétitivité et d'emploi mais peuvent également rendre totalement inefficace le plan européen de lutte contre le réchauffement climatique, puisque les émissions de gaz à effet de serre, simplement déplacées, continueraient à être nocives au niveau mondial.

Néanmoins, certains penseurs politiques voient d'un oeil plus positif de telles taxes à la frontière: Daniel Gros, directeur de la politique économique au Centre for European Policy Studies (CEPS), a fait valoir que les droits de douane sur les exportations des pays en développement pourraient en fait augmenter « le bien-être mondial ».

L'après Copenhague

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Dans un document de Décembre 2009, il a souligné que l'évaluation des tarifs sur le carbone a, jusqu'à présent, concentré ses efforts sur la compétitivité, impulsant le bien-être mondial. Une taxe carbone aux frontières de l'UE permettrait de réduire la production étrangère; il en découlerait bien plus d'avantages environnementaux que les pertes de la réaffectation de la consommation.

Aussi, les éventuels obstacles politiques à l'introduction de tarifs sur le carbone pourraient être surmontés si l'UE décide d'utiliser le produit de la taxe pour aider les pays exportateurs les plus pauvres, à adopter des économies plus vertes, a ajouté Gros.

Pour plus d'informations: <http://www.euractiv.com/fr/climat-environnement/taxe-carbone-refait-surface-copenhague/article-188677>

Réaction du pape Benoit XVI au sommet de Copenhague

Au cours d'un discours auprès de nombreux ambassadeurs, le souverain pontife a largement critiqué la résistance économique et politique de nombreux dirigeants mondiaux à lutter contre la dégradation de l'environnement. Il a tout particulièrement dénoncé l'échec d'un accord lors du sommet du Copenhague.

Le discours de Benoit XVI s'inscrit dans le cadre de la réunion annuelle au cours de laquelle le Pape engage des réflexions sur des questions que le Vatican souhaite soumettre au corps diplomatique.

Benoit XVI est souvent surnommé « the Green Pope » pour son implication croissante en faveur de la protection de l'environnement.

Cet engagement s'est traduit, par exemple, par l'installation de panneaux photovoltaïques sur le toit de l'auditorium du Vatican.

Le Pape a donc souligné sa déception concernant le sommet mondial sur le climat, notamment au regard des îles et de l'Afrique, où les conflits liés à la pénurie de ressources alimentaires et énergétiques et les risques de désertification risquent d'augmenter. Il espère qu'un accord sera conclu cette année, faisant suite à Copenhague, afin de prendre rapidement en compte ces problèmes.

Pour plus d'informations: <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/jan/11/pope-failure-copenhagen>

L'Edition

Ce flash vous a été présenté par les étudiants du master 2 « Gestion et droit des Energies renouvelables et du Développement Durable », de la Faculté de Droit de Strasbourg, et en partenariat avec l'ENGEES (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg).

Ont participé à la rédaction de ce flash n°7: Ingrid Boncompain, Lucie Strecher, Aurore Mazurier, Héloïse Choquel, Mamadou Guirassy et Joachim Spahn.

Nous contacter et vous abonner:
gotocopenhague.m2gedd@gmail.com

Nous lire:

<http://blog.bio-ressources.com/>

Master GEDD, faculté de droit de Strasbourg:
www.unistra.fr